

Les économies politiques de la recherche en sciences sociales dans le monde arabe

Séminaire co-organisé par Simon Mangon (Aix-Marseille Université / Ifpo), Candice Raymond (CNRS / Ifpo) et Sbeih Sbeih (IREMAM)¹

Argumentaire

La recherche en sciences sociales² est soumise à de multiples contraintes. Si certaines tiennent à des facteurs épistémologiques et méthodologiques, d'autres résident dans l'affaiblissement de son autonomie dans un contexte néolibéral marqué par une montée en puissance de l'autoritarisme. Dans la plupart des pays occidentaux, le champ de la recherche a vu sa subordination aux champs économique et politique s'accroître au rythme des réformes mises en œuvre à partir des années 1980 (Duval et Heilbron, 2006). Ces dernières ont profondément transformé les conditions institutionnelles et sociales de l'activité scientifique : recul des financements publics au profit des sciences sociales, systématisation des modes de financement par projet, précarisation des équipes de recherche et individualisation accrue des carrières de chercheurs, transformation des universités en véritables "entreprises académiques" (Chamblard, 2020).

Des dynamiques similaires sont à l'œuvre dans le monde arabe. La massification de l'enseignement supérieur dans les années 1980, puis la démultiplication des universités privées depuis les années 1990, ont eu pour conséquence la fragilisation des disciplines de sciences sociales (Bamyeh, 2015). Les injonctions à l'intégration du monde arabe à une "économie du savoir" globalisée poussent ici aussi à l'arrimage de la recherche en SHS aux besoins de l'économie de marché (Arvanitis et Hanafi, 2015). Parallèlement, l'intervention massive des organisations internationales a favorisé le développement d'un important marché de l'expertise vers lequel se tournent nombre de chercheurs universitaires locaux (Kabbanji, 2010), alors que les centres de recherche indépendants ou liés à des universités privées, les think tanks et les ONG spécialisées se sont multipliés en réponse à une demande sociale et politique croissante.

Visant à saisir ce que ces transformations socio-institutionnelles font aux sciences sociales dans le monde arabe, ce séminaire propose d'interroger les "économies politiques de la recherche" qui conditionnent aujourd'hui la production des savoirs. Par économie politique de la recherche, formule déjà employée par O. Roy (2001) et J.F. Bayart (2013) notamment, nous désignons l'ensemble des relations sociales, politiques et économiques qui régissent le marché de l'activité savante et organisent la production des connaissances scientifiques. Il s'agira ici de rendre compte des rapports de force qui traversent ces configurations socio-institutionnelles formées d'acteurs multiples, afin d'en saisir les effets de cadrage des pratiques et des trajectoires de recherche. Ces économies politiques de la recherche présentent bien sûr des singularités d'un pays à l'autre du monde arabe, en raison des spécificités de chaque trajectoire nationale :

¹ Ce séminaire poursuit une réflexion entamée en 2019 par Marie-Noëlle Abi Yaghi, Candice Raymond et Sbeih Sbeih sous la forme d'un appel à contributions à un dossier thématique de revue (<https://calenda.org/665878>). Cet appel ayant suscité un nombre limité de réponses, alors que ses enjeux nous paraissent fondamentaux, la forme du séminaire permettra, nous l'espérons, de mobiliser plus largement la communauté scientifique autour de questions qui la concernent au premier chef.

² Que nous concevons de manière large comme toute forme de recherche adoptant une démarche et des outils scientifiques afin de produire des connaissances sur la société étayées par des données empiriques.

l'histoire propre à chaque système national d'enseignement supérieur et de recherche, le modèle politique et économique du pays (déterminant notamment la place qu'y occupent institutions publiques et privées), le degré d'autoritarisme ou de libéralisme relatif du régime en place sont autant de facteurs de différenciation à considérer. Ainsi, l'étude des différentes économies politiques de la recherche dans le monde arabe contribue à une analyse de la « mondialisation des sciences » par les Suds (Kleiche, Dumoulin Kervran, Quet, 2017), tout en mettant en lumière – à partir du secteur de la recherche - certaines transformations sociales, économiques et politiques des sociétés et États de la région.

Plusieurs axes de réflexion peuvent être dégagés, qui précisent les contributions attendues :

Configurations institutionnelles : comment s'organise la recherche en sciences sociales dans le monde arabe ?

Saisir ces nouvelles économies politiques de la recherche en sciences sociales impose en premier lieu un effort de description des acteurs en présence, de leurs logiques propres et des systèmes de relations qui s'établissent entre eux. Il s'agit en premier lieu de répondre à la question, assez triviale, de savoir qui finance quoi, et ainsi s'interroger sur la demande (sociale ou politique) en sciences sociales dans un « marché de la prestation intellectuelle » (Granier, Ould-Ferhat et Thobois, 2018). Il pourra être question du rôle respectif des États, des organisations internationales, des partis politiques ou des organisations de la société civile dans la production des savoirs, et des alliances inédites qui se nouent entre eux (Raymond, Catusse et Hanafi, 2021). Face à l'hybridité des nouveaux acteurs investis dans le champ, il importe également d'étudier la (re)structuration de la profession, et notamment la place occupée par l'université dans cet espace. Enfin, les contributions pourront décrypter les nouvelles modalités de contrôle de la recherche. Dans le monde arabe comme au-delà, la recherche est soumise à un « nouveau régime de surveillance » (Aldrin, Fournier, Geisser et Mirman, 2022), mêlant encadrement gestionnaire, contrôle par les services de sécurité, surveillance numérique et pratiques d'autocensure.

Pratiques, méthodes et priorités : comment se fabrique la recherche en sciences sociales dans le monde arabe ?

Les économies politiques qui régissent aujourd'hui l'activité scientifique ne sont pas sans effets sur la hiérarchisation des objets de recherche, ainsi que les pratiques et méthodes des chercheurs. Les contributions pourront donc s'intéresser aux enjeux de la définition de l'agenda scientifique et du cadrage des questions de recherche (Bourdieu, 2001), pour mettre en lumière les luttes politiques qui traversent ces processus. Comment ont évolué les priorités de recherche dans le monde arabe, par exemple sous « l'effet de proposal » (Currie-Alder, Arvanitis et Hanafi, 2018) des bailleurs mettant à l'agenda certaines thématiques ? Il s'agit également de s'interroger sur la diversité des manières de pratiquer la recherche. En fonction des contextes professionnels et politiques dans lesquels exercent les chercheurs, quelles transformations observe-t-on dans les pratiques d'enquête, d'analyse ou d'écriture ? Les contributions pourront par exemple être attentives aux « voyages » des pratiques et paradigmes de la recherche (Kienle, 2010), en replaçant l'analyse du contexte national dans un marché global des savoirs caractérisé par des relations asymétriques. Enfin, un dernier enjeu touche à la concurrence des

méthodes de recherche qui révèle les luttes politiques entre acteurs pour la définition de ce qui est scientifique et ce qui ne l'est pas. Face aux injonctions à des recherches plus courtes, plus « participatives » ou avec un plus grand « impact », quels changements observe-t-on dans les rapports des chercheurs à leur terrain et à leurs outils, ainsi qu'à la temporalité de l'enquête ou au rôle de leurs enquêtés ?

Trajectoires, carrières et positions des acteurs : qui produit la recherche dans le monde arabe ?

Enfin, un dernier jeu de questions touche aux acteurs de la production des savoirs, en étant particulièrement attentif à leur trajectoire, la construction de leur carrière et leurs circulations entre différents champs. Il s'agira d'abord de mettre en lumière la diversité des trajectoires de recherche, afin de dépasser la distinction traditionnelle entre les figures du savant et de l'expert. Quelles sont les formes de carrière des chercheurs dans le monde arabe, et que nous disent-elles des logiques qui traversent le secteur (internationalisation, précarisation, privatisation) ? Les contributions pourront aussi s'intéresser à la question cruciale de l'autonomie des chercheurs face aux contraintes systémiques qui pèsent sur leurs carrières. Comment les trajectoires des chercheurs se construisent-elles entre les champs de l'université, de l'expertise, du monde associatif ou politique ? Quelles stratégies les chercheurs universitaires mettent-ils en place pour préserver leur indépendance et se maintenir dans la compétition scientifique ? Enfin, les contributions attendues pourront interroger l'économie morale de la recherche faisant pendant à son économie politique : dans un contexte de monétarisation croissante de l'activité scientifique, que reste-t-il des incitations et bénéfices spécifiques qui produisent cet "intérêt au désintéressement" (Bourdieu, 2001) propres aux champs savants ? Quelles formes nouvelles, dans ces configurations socio-institutionnelles, peut prendre l'engagement politique ou social du chercheur ? Ces économies politiques de la recherche condamnent-elles nécessairement l'ambition critique des sciences sociales, et de quelle manière celle-ci peut-elle néanmoins se manifester ?

Calendrier et format du séminaire

Le séminaire se tiendra en ligne de janvier à décembre 2023, au rythme d'une séance mensuelle d'une heure et demi organisée autour d'une communication d'environ 45 mn suivie d'une discussion. Nos langues de travail seront l'arabe, le français et l'anglais. La priorité sera donnée aux communications construites sur une enquête de terrain, à partir d'un cas d'étude précis et adoptant une approche critique. Il est attendu des intervenants qu'ils inscrivent leur communication dans un cadre théorique solide et en réponse aux axes de cet argumentaire, et qu'ils fournissent aux organisateurs, en amont de la séance, une version provisoire de leur texte dans la perspective d'une publication collective à paraître à l'issue de ce séminaire.

Références bibliographiques

Aldrin Philippe, Fournier Pierre, Geisser Vincent, Mirman Yves, 2022. *L'enquête en danger. Vers un nouveau régime de surveillance dans les sciences sociales ?*, Paris, Armand Collin.

Bamyeh Mohammed, 2015. *Social Sciences in the Arab World. Forms of Presence*, First Report by the Arab Social Science Monitor, Beirut, Arab Council for the Social Sciences.

Bayart Jean-François, 2013. « Faire des sciences sociales », in M. Hunsmann, S. Kapp (dir.), *Devenir chercheur. Ecrire une thèse en sciences sociales*, Ed. de l'EHESS, Paris, p.333-348.

Bourdieu Pierre, 2001, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir.

Chamblard Olivia, 2020, *Business Model. L'Université, nouveau laboratoire de l'idéologie entrepreneuriale*, Paris, La Découverte.

Currie-Alder, Bruce, Rigas Arvanitis, et Sari Hanafi, 2018. « Research in Arabic-speaking countries: Funding competitions, international collaboration, and career incentives ». *Science and Public Policy*, vol. 45, n° 1, <https://doi.org/10.1093/scipol/scx048>.

Duval Julien, et Heilbron Johan, 2006. « Les enjeux des transformations de la recherche ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 164, n° 4, p. 5-10.

Granier François, Laurence Ould-Ferhat, et Pascal Thobois, 2018. « Où en est la demande sociale de sociologie aujourd'hui ? », *Sociologies pratiques*, vol. 36, n° 1, p. 1-8.

Hanafi Sari et Arvanitis Rigas, 2015. *Al-bahth al-`arabî wa mujtama al-ma`rifa. Ru'ya naqdiyya jadîda* [La recherche arabe et la société de la connaissance. Nouvelle approche critique], Beyrouth, Center for Arab Unity Studies.

Kabbanji Jacques, 2010. *Rechercher au Liban. Communautés scientifiques, chercheurs et innovation (état des lieux en sciences sociales)*, Beyrouth, Centre de recherches de l'Institut des Sciences Sociales (Université Libanaise).

Kleiche Mina, Dumoulin Kervran David et Quet Mathieu, 2017. « Les STS ont-elles un Sud ? Penser les sciences dans/avec les Suds », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 11, n° 3, p. 423-454.

Kienle Eberhard (dir.), 2010. *Les sciences sociales en voyage. L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient vus d'Europe, d'Amérique et de l'intérieur*, Paris, Karthala / IREMAM.

Raymond Candice, Catusse Myriam, Hanafi Sari, 2022. *Un miroir libanais des sciences sociales. Acteurs, pratiques et disciplines*, Marseille, Diacritiques Éditions.

Roy Olivier, 2001. « Les islamologues ont-ils inventé l'islamisme ? », *Esprit*, n° 277 (août-septembre 2001), p. 116-138.